L'ECHO DE L'ASSURANCE EN TUNISIE

Janvier 2004

N° 6

LETTRE DE LA FÉDÉRATION TUNISIENNE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Sommaire

Editorial
L'Assurance Automobile 01

Dossier
Le marché tunisien des assurances 02-03

Evénement
La Bancassurance en Tunisie 04-05

La Vie des entreprises 06

Jurisprudence
(En arabe) 07-08

2002 Les chiffres clés de l'assurance automobile

Parc automobile	**1 011 264**
Nombre de permis	**1 690 711**
Nombre d'accidents	**12 127**
Nombre de blessés	**16 416**
Nombre de tués	**1 585**
Primes émises	**231,247 MD**
Indemnisations	**201,373 MD**

L'ECHO DE L'ASSURANCE EN TUNISIE

9 bis, rue de la Nouvelle Delhi
1002 Tunis-Belvédère

Tél : 71.285.990
Fax : 71.286.473
E-mail : ftusa @ planet.tn

Directeur de la publication
Brahim KOBBI

Conseiller de la rédaction
Slah EL Etri

Imp. FINZI - 4, Rue de Russie - TUNIS

Editorial

L'Assurance Automobile

Un projet de loi visant à insérer, au Code des Assurances, un titre consacré à l'assurance automobile a été élaboré au cours de l'année 2003.

Cette catégorie d'assurance, la plus importante en chiffre d'affaires des entreprises d'assurances (43%), pose des difficultés énormes, aux assureurs, déficit chronique menaçant leur solidité financière et altérant l'image de l'assurance, aux assurés pour satisfaire l'obligation d'assurance et aux victimes des accidents de la circulation pour être indemnisées dans des délais raisonnables.

Toutes les études qui ont été faites sur cette question, ont confirmé la nécessité de revoir le système applicable actuellement afin d'améliorer la prise en charge et la gestion du risque sur les plans, garanties, procédures d'indemnisation et équilibre financier de la branche. Le projet fait actuellement l'objet d'un examen approfondi des commissions de la chambre des députés et le texte définitif sera probablement approuvé et promulgué cette année. Le projet prévoit plusieurs textes d'application, décrets, arrêtés et conventions.

La profession, comme pour l'élaboration du projet de la loi, participe activement à concevoir les projets de ces textes afin que le nouveau système puisse être mis en application dans les meilleurs délais possibles.

La Rédaction

Le Marché Tunisien des Assurances

En 2002, les primes émises par les entreprises tunisiennes d'assurances (Affaires Directes et Acceptations) ont atteint 537,855 MD contre 470,450 MD en 2001 soit une progression de 14,33%.

Le portefeuille du marché reste dominé par l'assurance automobile qui occupe toujours la première place des primes émises avec 43% du total des émissions en 2002, elle est suivie par la branche groupe maladie qui représente 17,80% du chiffre d'affaires du marché.

Les branches Transport, Risques Divers, Automobile et Vie ont connu les taux de croissance les plus importants en 2002 avec respectivement 26,53%, 24,72%, 15,97% et 13,87%.

Les indemnisations se sont élevées à 374,208 MD en 2002, contre 340,592 MD en 2001, soit une progression de 9,87% alors que les provisions ont dépassé pour la première fois le milliard de dinars pour se situer à 1 032,384 MD en 2002 contre 925,226 MD en 2001, réalisant ainsi une nette progression de 11,58%.

Les branches Incendie, Crédit et Agricole ont connu les taux de croissance les plus élevés au niveau des règlements des sinistres avec respectivement 92,59%, 59,86% et 28,72%.

L'évolution des primes émises et des sinistres réglés se présente comme suit :

	Primes Emises		Sinistres Réglés	
Branches	**2001**	**2002**	**2001**	**2002**
Automobile	199 405 606	231 247 321	170 260 014	201 373 382
G.Maladie	92 767 884	95 701 084	84 804 526	87 295 380
Acc.Trav	-179 489	6 240	5 590 904	5 685 370
Transport	37 914 769	47 975 199	29 724 176	11 584 756
Incendie	38 496 389	41 962 408	13 231 259	25 482 666
Agricole	4 671 720	3 193 475	2 881 604	3 709 132
R.Divers	47 233 446	58 909 227	16 302 877	17 840 157
Vie	40 314 815	45 907 312	13 484 125	14 433 829
Crédit	5 265 819	5 078 041	1 341 339	2 144 303
Acceptations	4 558 643	7 875 044	2 971 284	4 659 383
TOTAL	**470 449 602**	**537 855 351**	**340 592 108**	**374 208 358**

La croissance des émissions du marché ayant un rythme supérieur à celui de la croissance économique est de nature à améliorer le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale. En effet ce taux est passé de 1,64% en 2001 à 1,80% en 2002.

D'autres parts, la prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 49,005 dinars en 2001 (44,806 dinars en assurance non vie et 4,199 dinars en assurance vie) à 54,990 dinars en 2002 (50,296 dinars en assurance non vie et 4,694 dinars en assurance vie).

En 2002 les frais de gestion se sont élevés à 82,203 MD contre 73,066 MD en 2001 soit une augmentation de 12,50%. Rapportés aux primes émises, les frais de gestion représentent 15,28% en 2002 contre 15,33% en 2001

Les assureurs tunisiens géraient , à la fin de 2002, 842 MD placés en contrepartie de leurs engagements envers les assurés. Cette somme représente ainsi l'effort de contribution du marché tunisien d'assurance au financement de l'économie nationale, effort qui a connu une progression de 4,53%, puisque en 2001 les placements n'étaient que de 805,455 MD.

En dépit du déficit exceptionnel enregistré dans les bilans consolidés des entreprises tunisiennes d'assurances, déficit qui a atteint 48,5 MD en 2002 contre un excèdent de 14,7 MD en 2001, les résultats peuvent être considérés comme appréciables vu que le déficit est dû essentiellement à une entreprise qui a vu son bilan afficher une perte de plus de 52 MD.

Ces résultats sont d'autant plus satisfaisants qu'ils s'accompagnent d'un renforcement de la solvabilité des entreprises d'assurances, garantissant ainsi les intérêts des assurés.

Plus de 5 600 employés travaillent dans le marché tunisien des assurances. Ils sont répartis entre les entreprises elles-mêmes et les différents intermédiaires.

578 intermédiaires (entre agents d'assurances, courtiers et producteurs d'assurance vie) forment le réseau commercial des entreprises d'assurances, un réseau diversifié et représenté dans les différentes régions du pays.

Quant aux experts et commissaires d'avaries, habilités à estimer et à évaluer les dommages, leur nombre avoisine les 600.

Enfin, signalons que trois instituts de formation initiale et continue opèrent dans le marché. Il s'agit de :

- l'Institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe (I.F.I.D).
- l'Institut Africain des Assurances (I.A.A) ;
- le Centre Technique de Formation en Assurance (C.T.F.A.).

La *Bancassurance* en Tunisie une réalité Juridique

La bancassurance est un système qui a été institué depuis des décennies dans des différents pays occidentaux et qui consiste en la distribution des contrats d'assurances par le réseau bancaire.

Instauré par **la Loi n° 37 du 1er avril 2002** modifiant et complétant le Code des Assurances tunisien, ce concept suscite actuellement un vif intérêt aussi bien au niveau des entreprises d'assurances et des banques qu'au niveau de l'autorité de tutelle.

Il est ajouté à l'article 69 du code des assurances un quatrième paragraphe libellé comme suit « **les opérations d'assurances peuvent être présentées au public par l'entremise des intermédiaires ci après : 4) Les banques chargées en vertu d'une convention de conclure des contrats d'assurances au nom et pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises d'assurances quelle que soit sa forme et nonobstant toutes dispositions contraires, et ce pour les branches dont la liste est fixée par un arrêté du ministre chargé des finances».**

L'arrêté en question a été publié le 8 août 2002 et a fixé la liste des catégories d'assurances susceptibles d'être présentées au public par l'entremise des banques, à savoir :

- l'Assurance des risques agricoles ;
- l'Assurance crédit et l'assurance caution ;
- l'Assurance assistance ;
- l'Assurance sur la vie et la capitalisation.

Ce choix limité à quatre branches seulement peut être justifié par le fait que les branches choisies sont des branches sous-exploitées. Il s'agit, donc, d'une volonté des pouvoirs publics de mettre en place un nouveau réseau de distribution qui pourrait prospecter une clientèle potentielle importante.

L'article 78 **nouveau du Code des Assurances prévoit que :** «les relations entre les entreprises d'assurances et les banques obéissent aux dispositions d'une convention cadre établie par les associations professionnelles des entreprises d'assurances et des banques.»

En date du 18 novembre 2003, la FTUSA et l'APTBEF ont procédé à la signature de cette convention dont l'objet est de définir les relations entre les entreprises d'assurances et les banques.

LES POINTS SAILLANTS DE L'ACCORD CADRE APTBEF – FTUSA

1) *Collaboration sectorielle* :

Cette convention devrait permettre une meilleure coopération entre les deux métiers, (le métier des banques et le métier des assurances) et une occasion importante pour les deux secteurs pour établir des liens de collaboration, de rapprochement et d'échange réciproque des intérêts. Ils sont appelés à profiter davantage de cette occasion pour développer et diversifier leurs activités.

2) Objet de la convention :

La convention a pour objet de définir les relations entre l'entreprise d'assurance et la banque. L'entreprise d'assurance mandate la banque en vertu de cette convention pour conclure des contrats d'assurances en son nom et pour son compte et ce, pour les branches d'assurances dont la liste est fixée par l'arrêté du ministre chargé des finances.

3) Propriété du portefeuille :

Conformément aux dispositions de l'article 78 du code des assurances, l'entreprise d'assurance mandante détient la propriété du portefeuille des contrats souscrits par la banque dans le cadre de cette convention.

4) Rémunération :

L'entreprise d'assurance est tenue de verser à la banque des commissions dont le mode de calcul et les modalités de versements sont fixés aux conditions particulières.

Ces commissions ne peuvent, en aucun cas, êtres basées sur les résultats globaux des contrats d'assurance.

5) Confidentialité :

Chaque partie s'engage irrévocablement à garder strictement confidentielle à l'égard des tiers toute information concernant les assurés et les bénéficiaires.

"POSTASSURANCE"

La loi 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de Finances pour l'année 2004 (JORT n° 104, article 39, du 30 décembre 2003) a autorisé l'Office National Des Postes à commercialiser les services d'assurances à travers son réseau

Il est, ainsi, ajouté à l'article 69 du code des assurances un paragraphe 5 ainsi libellé :

« L'Office National des Postes est chargé en vertu d'une convention de conclure des contrats d'assurances au nom et pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises d'assurances, et nonobstant toutes dispositions contraires, et ce, pour les branches d'assurances dont la liste est fixée par un arrêté du ministre chargé des Finances ».

RETRAIT D'AGREMENT ET TRANSFERT

Par arrêté du ministre des finances du 26 septembre 2003 : est retiré, à compter du 1er octobre 2003, l'agrément accordé à la société «coopérative d'assurances et de réassurances El Ittihad».

Est transférée d'office à la société «Assurance Mutuelle El Ittihad» la totalité des contrats d'assurances de la société «coopérative d'assurances et de réassurances El Ittihad» qui sont en cours à la date du 1er octobre 2003. Ce transfert prendra effet et il est opposable aux tiers, aux assurés, aux souscripteurs et aux bénéficiaires des contrats d'assurances à partir de cette date.

NOUVEAUX DIRIGEANTS

Monsieur **Brahim RIAHI** a été désigné Président Directeur Général de la société d'Assurances «**ASSURANCES BIAT**».

Monsieur **Lotfi ZARRAI** a été désigné Directeur Général de la société **ASSURANCES MUTUELLES EL-ITTIHAD** «A.M.I.».

O.A.A.

La FTUSA, en collaboration avec Tunis-Ré, organise la 31éme Conférence et Assemblée Générale de l'Organisation des Assurances Africaines qui auront lieu en Tunisie du 22 au 26 mai 2004 sous le thème de «Le développement des assurances non obligatoires en Afrique»

600 participants qui viendront du monde entier sont attendus pour prendre part à cette manifestation internationale.

FONDS DE GARANTIE DES ASSURES

Par arrêté du ministre des finances du 13 septembre 2003 : sont désignés membres de la commission de garantie des assurés prévue par l'article 3 du décret 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés Messieurs :

- Abdellatif CHAABANE : représentant du ministère des finances : Président;
- Abdelkarim MERDASSI : président de l'association professionnelle des sociétés d'assurances : membre;
- Mansour NASRI : représentant des entreprises d'assurances : membre;
- Brahim EL KOBBI : représentant des entreprises d'assurances vie : membre.

LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2004

Article 43 : Exonération de la TVA

Les commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance et qui font partie des éléments de la prime d'assurance soumise à la taxe unique sur les assurances sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 44 : Exonération des rentes viagères

Les rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'Assurances Vie sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

I. أساس التعويض : الفصلين 83 و96 م.ا.ع :

ما هو الأساس القانوني المعتمد في دعاوى التعويض عن حوادث السيارات : الفصل 83 أو 96 م.إ.ع ؟
تميزت وضعية القضاء التونسي قبل صدور هذا القرار بعدم إستقراره حول الأساس القانوني المعتمد في قضايا التعويض عن حوادث المرور . فهو يعتمد في بعض الأحيان الفصلين 83 و 96 م.إ.ع معا كأساس للتعويض بإعتبار أن مسؤولية الفصل 96 لا تختلف عن مسؤولية الفصل83 و إنما الفرق بينهما في عبء الإثبات.

و في حالات أخرى يعتمد أحدهما بإعتبار أن مسؤولية الفصل 96 تختلف عن مسؤولية الفصل83 م.ا.ع و أن أساس المسؤوليتين ليس واحدا.

فجاء رأي الدوائر المجتمعة واضحا و صريحا في حسم هذا الإشكال بإقرار اختلاف المسؤوليتين لا من حيث عبء الإثبات فقط ،بل من حيث مصدرهما أيضا فالأولى أساسها الخطأ و الثانية أساسها الضمان.

II. حجية الأحكام الجزائية على القضاء المدني :

يقصد من إتصال القضاء أنه يمنع على المحاكم النظر في قضية معينة من جديد بعد أن نشرت أمام القضاء و مرت بجميع مراحل التقاضي ووقع الفصل فيها إذا توفرت في تلك القضية بعض الشروط مثل وحدة الأشخاص والموضوع و السبب .

أما حجية الأحكام الجزائية على القضاء المدني فهي تعني تقيد القاضي المدني بالحكم الصادر عن القاضي الجزائي .

و أثيرت الإشكالية الأخيرة في هذا القرار من طرف الخصوم و من طرف محاكم الأصل و محكمة التعقيب عند ردها عن مطاعن الخصوم ، فقد نقضت هذه المحكمة الحكم الإستئنافي على أساس « عدم تقيده بالحجية المطلقة للوقائع التي أثبتها الحكم الجزائي».

أما محكمة الإحالة (محكمة الاستئناف المحال إليها القضية من جديد) فقد إعتبرت أن «وحدة الخطأين الجزائي و المدني تتصادم مع ما أقره المشرع بالفصل 101 م.إ.ع» و أن الأحكام الجزائية الصادرة بالإدانة فقط هي التي لها تأثير على القاضي المدني و أن الفصل101 م.إ.ع لا يقيد هذا الأخير في صورة صدور حكم جزائي يقضي بالبراءة بناء على نفس الفعل .أما الدوائر المجتمعة لمحكمة التعقيب ، فقد إعتبرت أن محكمة الإحالة لم تحسن تطبيق هذا الفصل عند إعتمادها نظرية إزدواجية الخطأ، إذ أن القول بأن الإهمال أوالتقصير المدني يختلف عن الإهمال أو التقصير الجزائي يتعارض مع قاعدة إتصال القضاء . و إعتبرت تبعا لذلك أن ما جاء بالفصل 101 م.إ.ع و بالفصل 19 م.ج إنما يرمي إلى التفريق بين المسؤولية الجزائية و المسؤولية المدنية ، بحيث أن الحكم الجزائي القاضي بالبراءة لا يبرئ ذمة المحكوم عليه من المسؤولية المدنية و أن إنتفاء الأولى لا يترتب عنه بالضرورة إنتفاء الثانية . ولم يقصد المشرع من ذلك تمكين القاضي المدني من إعادة النظر فيما بت فيه القاضي الجزائي سواء في أحكام الإدانة أو في أحكام البراءة.

الـخـاتـمـة :

ساهم قرار الدوائر المجتمعة بدرجة كبيرة في حل عدة إشكاليات تعرض لها القضاء التونسي و المتضررين حيث فتح الباب أمامهم لتمكينهم من التعويض عن الضرر الناتج عن حوادث المرور و ذلك بقطع النظر عن الحكم الجزائي سواء صدر بالإدانة أو بالبراءة، معتمدا على نظرية الضمان كأساس للتعويض بصرف النظر عن خطأ المتسبب في الحادث.

صـــــدى التـــأمـــين في تـــونـــس

رسالة الجامعة التونسية لشركات التأمين عدد 6 جانفي 2004

فقـــــه القضـــــاء

قرار تعقيبي مدني عدد 45822 مؤرّخ في 16 مارس 1995

صادر عن الدوائر المجتمعة

المبـدأ :

* تختلف المسؤولية الشخصية سند الفصل 83 م.إ.ع عن المسؤولية الشيئية سند الفصل 96 من نفس المجلة من حيث الأساس و عبء الإثبات ، فالأولى أساسها الخطأ و الثانية أساسها الضمان .
* إن إنتفاء المسؤولية الجزائية لا يترتب عنه إنتفاء المسؤولية المدنية.

الـوقـائـع

تفيد وقائع قضية الحال كما وردت بهذا القرارتعرض الهالك إلى حادث مرور أودى بحياته. و تمت إحالة المتسبب في الحادث لمقاضاته جزائيا من أجل القتل على وجه الخطأ طبقا لأحكام الفصل 98 م.الطرقات. وقضي في شأنه بعدم سماع الدعوى العمومية (الجزائية) و التخلي عن الدعوى الخاصة (المدنية) المرفوعة من طرف القائمين بالحق الشخصي (ورثة الهالك)، بناء على أن الحادث يعزى إلى خطأ الهالك.

الإجـــراءات

قام ورثة الهالك إثر رفض قيامهم بالحق الشخصي بقضية مدنية مستقلة لدى المحكمة الابتدائية بقرمبالية مطالبين التعويض لهم عن الضررين الأدبي و المادي اللاحق بهم من جراء وفاة مورثهم ،مؤسسين دعواهم على أحكام الفصول 83و 96و 101 من مجلة الإلتزامات و العقود فقضي لفائدتهم .فاستأنفت شركة التأمين هذا الحكم و قضت محكمة الاستئناف بإقرار الحكم الابتدائي مع تعديله . ثم تعقبت القرار الإستئنافي ناسبة له بالخصوص خرق قاعدة اتصال القضاء لأنه رغم صدور حكم جزائي نفى كل مسؤولية على سائق العربة إلا أن القاضي المدني أعاد النظر في القضية و اعتبره متحملا لكامل مسؤولية الحادث.و قد قضت محكمة التعقيب بالنقض مع الإحالة لعدم تقيد الحكم الإستئنافي بالحجية المطلقة للحكم الجزائي.

إلا أن محكمة الإحالة (محكمة الإستئناف المحال إليها القضية من جديد) ، و بمناسبة إعادة نشر القضية ، قضت من جديد بالتعويض.فوقعت إحالة القضية على الدوائر المجتمعة لمحكمة التعقيب التي فصلت نهائيا في هذه المسألة، و قضت بمقتضى هذا القرار بالتعويض على أساس الفصل 96 من مجلة الإلتزامات و العقود.

الـتعلـيـــق

أثار هذا القرار التعقيبي مسألتين قانونيتين :

- المسألة الأولى : أساس التعويض : الفصلين 83 و 96 م.إ.ع.
- المسألة الثانية : حجية الأحكام الجزائية على القضاء المدني.